



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 23/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CROWN BEVCAN**

Parc Eiffel Energie  
203 Boulevard de Finlande  
54670 CUSTINES

Références : 2024\_2625  
Code AIOT : 0006200139

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement CROWN BEVCAN implanté Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande 54670 CUSTINES . L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CROWN BEVCAN
- Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006200139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CROWN BEVCAN FRANCE exploite une usine de fabrication de boîtes métalliques pour boisson en aluminium sur le territoire de la commune de Custines.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV
- AN24 Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En dehors des fiches de constats, un point particulier a été examiné relatif à un refus de prise en charge de déchets signalé le 29 juillet 2024. Il s'agit de toiles filtrantes, jusque-là prises en charge par la société SCORI EST comme déchet 15 01 10. Ces déchets ont été refusés par SCORI EST au vu des soucis de traitement utilisés au niveau de leurs outils. L'exploitant a pris l'attache de la société SUEZ. Ces déchets sont désormais pris en charge par le centre SUEZ de Jeandelaincourt depuis 15 jours et identifiés au titre du code déchet 15 01 06\*. Ils sont stockés dans une benne dédiée sous auvent, à l'abri des intempéries, des adaptations ayant dû être apportées aux modalités de stockage précédentes (benne à toit coulissant) par rapport au process de SUEZ. Un marquage au sol dédié à ce stockage va être mis en place.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Demande d'action corrective	1 mois
13	Incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet
5	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
7	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
8	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
9	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
11	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 3.2.6	Sans objet
12	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 3.2.7	Sans objet
14	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 10.5.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats montrent que l'entreprise respecte les dispositions contrôlées mis à part les seuls points faisant l'objet d'une demande d'action corrective concernant la formalisation du contrôle des tuyauteries contenant des matières dangereuses et le plan de parcours desdites tuyauteries.

Les constats relatifs à l'aspect rétention et confinement des eaux d'extinction ainsi qu'à la gestion des émissions de composés organiques volatiles attestent de la bonne prise en compte de cette thématique au sein de l'établissement de Custines.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Ces prescriptions figurent également au chapitre 8.4-I de l'arrêté préfectoral d'autorisation 20140036 du 15 avril 2015 modifié. Par ailleurs, elles ont fait l'objet d'un contrôle lors de la précédente visite d'inspection du 19/12/2023. Il n'y a pas d'évolution sur ce point sur le site de Custines. L'inspection du site n'appelle pas d'observations sur les rétentions et leur dimensionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air

libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...]
<b>Constats :</b>  Ces prescriptions figurent également au chapitre 8.4-II de l'arrêté préfectoral d'autorisation 20140036 du 15 avril 2015 modifié. Par ailleurs, elles ont fait l'objet d'un contrôle lors de la précédente visite d'inspection du 19/12/2023. Il n'y a toujours aucun stockage extérieur sur rétention en extérieur sur le site de Custines. L'inspection du site n'appelle pas d'observations sur la disponibilité des rétentions et leur bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]  <b>Constats :</b> Ces prescriptions ont fait l'objet d'un contrôle dans le cadre de l'incompatibilité des produits chimiques lors de la précédente visite d'inspection du 19/12/2023. Les produits incompatibles (acides/bases) font l'objet d'un stockage séparé sur le site de Custines et ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles – rétentions déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée. [...]  <b>Constats :</b> Il n'existe aucune rétention déportée sur le site de Custines. Ce point est donc sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses – caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

<p>B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Des tuyauteries de matières dangereuses (acides/ bases) sont présentes sur site .  Elles font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité, lors des inspections sécurité réalisées mensuellement.  Le fichier « inspection sécurité » fixant les points à contrôler a été consulté sur place. Pour les matières dangereuses, il est prévu, entre autres, la vérification de la présence des bacs de rétention, l'étiquetage des contenants, les kits d'urgence présents et complets...  Même si la vérification des tuyauteries est bien effectuée lors des inspections sécurité mensuelles, elle doit être formalisée dans le document présenté en visite d'inspection.  Par courriel du 03/12/2024, l'exploitant a adressé une version modifiée du fichier prenant en compte cette observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.  D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible.  E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont bien accessibles et repérées ainsi qu'installées à l'abri des chocs.  Par contre, l'exploitant ne dispose pas de plan des tuyauteries de matières dangereuses.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé la fourniture à l'inspection des installations classées du plan des tuyauteries sous un mois à réception du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.  Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des</p>

stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. [...]

**Constats :**

Les dispositions du chapitre 8-4-V de l'arrêté préfectoral 20140036 sont les suivantes:

**"Chapitre 8-4-V**

*V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.*

*Les eaux d'extinction d'un incendie sont en particulier recueillies dans les volumes suivants :*

- environ 900 m<sup>3</sup> dans le bâtiment, grâce à une rangée de parpaings de 20 cm de haut ;
- 530 m<sup>3</sup> dans le réseau d'eaux pluviales ;
- 40 m<sup>3</sup> dans un bassin de rétention spécifique.

*Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs de rétention sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.*

*Les eaux d'extinction d'incendie collectées sont éliminées dans des filières de traitement des déchets appropriées."*

Le confinement des eaux d'extinction se fait via une rétention au niveau du bâtiment, le réseau des eaux pluviales ainsi qu'un bassin de rétention spécifique pour une capacité totale de 1 470 m<sup>3</sup>. Les organes de commande des dispositifs d'obturation sont accessibles dans le local gardien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Bassin de confinement des eaux incendie.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure

<p>de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <p>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des dispositions spécifiques figurent au chapitre 8-4-V de l'arrêté préfectoral 20140036 du 15 avril 2015:</p> <p><i>"Chapitre 8-4-V</i>  <i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction d'un incendie sont en particulier recueillies dans les volumes suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• environ 900 m<sup>3</sup> dans le bâtiment, grâce à une rangée de parpaings de 20 cm de haut ;</i></li> <li><i>• 530 m<sup>3</sup> dans le réseau d'eaux pluviales ;</i></li> <li><i>• 40 m<sup>3</sup> dans un bassin de rétention spécifique.</i></li> </ul> <p><i>Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs de rétention sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction d'incendie collectées sont éliminées dans des filières de traitement des déchets appropriées."</i></p> <p>Le déclenchement de l'alarme incendie entraîne l'intervention immédiate de l'équipe d'intervention du site constituée d'un électricien et d'un technicien énergie fluide. L'activation des dispositifs automatiques d'obturation se fait par cette équipe au niveau du local gardien avec une commande par vanne, au nombre de 2 sur le site. Elle procède également à une vérification visuelle de la bonne fermeture de ces dispositifs.</p> <p>L'exploitant a établi des consignes spécifiques à cet effet : consigne en cas de déclenchement d'incendie et consigne d'utilisation de vannage des rejets.</p> <p>Un exercice a eu lieu le 11 juin 2024 de simulation de déversement de produits chimiques sur voirie. La consigne d'utilisation de vannage des rejets a été mise en œuvre sans problème particulier relevé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : État des matières stockées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>



**Constats :**

Des dispositions spécifiques sont également applicables au titre de l'article 7-1-1 de l'arrêté préfectoral 20140036:

**"Article 7-1-1**

*L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP)*

*L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site."*

De plus, ce point a déjà fait l'objet d'un contrôle lors de la dernière inspection du 19 décembre 2023. Il en est sorti le constat suivant :

*« Un état des stocks est effectué sur la base d'un inventaire physique hebdomadaire et d'un rapprochement de cet inventaire avec l'état des stocks informatiques via le logiciel d'exploitation du site de Custines.*

*L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que cela peut induire des erreurs sur la connaissance de l'état de stocks à un instant précis lié au temps de croisement des données hebdomadaires et de l'état informatique et à la consolidation des données. »*

Depuis, l'exploitant a apporté des améliorations. Après réalisation de l'inventaire physique hebdomadaire, un état des stocks consolidés est établi et transmis par courriel aux personnes concernées des différents services de façon hebdomadaire. Le document est également mis à disposition sur le réseau via un lien transmis dans le même courriel. Il dispose désormais d'un état des stocks consolidé hebdomadaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]

**Constats :**

Ce point fait également l'objet de prescriptions au titre de l'article 8.5.4 de son arrêté d'autorisation.

**"Article 8.5.4**

*Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.*

*Ces consignes indiquent notamment :*

- *l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;*
- *l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;*
- *l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;*
- *les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à*

- prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;*
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),*
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,*
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,*
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,*
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,*
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident."*

L'exploitant dispose d'une consigne de perte de confinement consultée sur place ainsi que de consignes de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation, ainsi que des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

Ces consignes sont régulièrement présentées dans le cadre de la formation du personnel via les 1/4 d'heure sécurité. Une des dernières a porté sur le déversement accidentel de produits chimiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Conditions de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 3.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV totaux définies à l'article 3.2.4 du présent arrêté ne sont pas applicables si l'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini par l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et ci-après. Les valeurs limites relatives aux émissions de COV visées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ou de COV avec mentions de danger H340, H350, H360, H341 ou H351 restent néanmoins applicables. L'émission effective (EE) de solvants, y compris les solvants de nettoyage comptés comme vaporisés en intégralité, devra être inférieure ou égale à l'émission cible (EC) définie comme suit :  $EC = (Masse\ totale\ d'extraits\ secs\ consommée\ en\ un\ an \times Ci) \times 0,25$ . Avec Ci : 2,33 pour le contact alimentaire (vernis intérieurs) 1,5 pour le vernis de fond 4 pour le couché de fond et la déco

**Constats :**

L'exploitant transmet annuellement son schéma de maîtrise des émissions des COV.  
L'examen du schéma transmis au titre de l'année 2023 n'appelle pas d'observations.  
L'émission effective de solvants est de 298,7 tonnes (quantité également déclarée via GERE) pour une émission cible à 449 tonnes.  
Conformément à la consigne d'interdiction existante sur le site, aucune matière première classée avec mentions de dangers H340, H350, H360, H341 ou H351 ou visée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié n'est utilisée dans les process.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Conditions de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 3.2.7

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations, conformément aux dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Ce plan est transmis annuellement, au plus tard le 30 mars, à l'inspection des installations classées, accompagné des actions que l'exploitant compte mettre en œuvre et visant à réduire sa consommation de solvants.
<b>Constats :</b> L'exploitant adresse annuellement son plan de gestion des solvants aux périodes indiquées dans l'arrêté d'autorisation. L'examen du plan de gestion des solvants 2023 n'appelle pas d'observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été informée le 22 mars 2024 par l'OFB d'une pollution des eaux superficielles, <i>a priori</i> en provenance de CROWN BEVCAN. Cet incident n'avait fait l'objet d'aucune information par l'exploitant au moment de sa survenue le 2 mars 2024. Suite à prise de contact par l'inspection, l'exploitant a confirmé un incident d'exploitation et son traitement avec un retour à la normale. Dans les 48 heures suivantes, il a adressé un rapport d'incident. Il est rappelé à la société CROWN BEVCAN les obligations réglementaires relatives à un incident ou à un accident. Suite à cet incident, l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives en modifiant le système de filtration des effluents industriels (remplacement de l'unique filtre à charbon par un système mettant en œuvre deux filtres HP2 fonctionnant en parallèle avec deux autres filtres en attente pour remplacer les premiers lorsqu'ils sont saturés). Les effluents font l'objet d'une analyse interne tous les lundis matin au niveau du 1 <sup>er</sup> filtre HP2. Si celui-ci est à saturation, il y a contre-lavage du 1 <sup>er</sup> filtre et passage en traitement sur le 2 <sup>nd</sup> filtre. En complément, de nouvelles mesures ont été prises par l'exploitant : un curage complet de la canalisation de rejet usine a été effectué il y a 15 jours afin de supprimer le biofilm accumulé. Il est envisagé la mise en place d'un curage préventif 2 fois par an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant informera l'inspection de l'efficacité des nouvelles mesures décrites ci-dessus (curage de la canalisation usine et, le cas échéant, en cas de persistance du phénomène de production d'eaux blanches déterminera les mesures supplémentaires à mettre en œuvre.

En outre, l'exploitant se positionnera, sous trois mois, sur le respect de la disposition ci-après concernant la coloration du milieu récepteur (article 31 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) : « La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale. »
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 14 : Bilans périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 10.5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une fois par an, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen du rapport annuel adressé à l'inspection au titre de l'année 2023 met en exergue les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fabrication de 1 654 millions de boîtes pour environ 7 000 heures de fonctionnement,</li> <li>• flux de COV émis par les 2 lignes en fonctionnement : 34 % du flux maximal autorisé (13,24 kg/ h pour 39 kg/h),</li> <li>• flux spécifique de COV : 2,93 g/m<sup>2</sup> pour une valeur limite d'émission de 3,5 g/m<sup>2</sup>,</li> <li>• diminution des émissions de COV entre 2015 et 2023 de 55 % passant de 6,66 à 2,93 g/m<sup>2</sup> de surface traitée,</li> <li>• consommation d'eau en baisse : 106 057 m<sup>3</sup> d'eaux industrielles pour 176 300 m<sup>3</sup> autorisés et 894 m<sup>3</sup> en eaux sanitaires pour 3 700 m<sup>3</sup> autorisés en prélèvement maximal avec une réduction du prélèvement d'eau entre le 01/01/2018 et le 31/12/2023 de 34 %,</li> <li>• consommation spécifique d'eau : 0,99 l/m<sup>2</sup> pour un objectif fixé à 1,5 l/m<sup>2</sup></li> <li>• eaux sanitaires : mesure annuelle du 28/03/2023 avec un dépassement en DCO. Action corrective puis nouvelle mesure (28/09/2023) avec retour à la normale.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite